

MISSION LOCALE DE MARSEILLE

Siège social : 23 Avenue de Corinthe

13006 MARSEILLE

Mission Locale de Marseille
Josette FURACE
Présidente Déléguée

Mission Locale de Marseille
Trésorier
Jean-Marc PANTALACCI BONNAFFOUS

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2024

MISSION LOCALE DE MARSEILLE

**Siège social : 23 Avenue de Corinthe
13006 MARSEILLE**

A l'assemblée générale de l'association MISSION LOCALE DE MARSEILLE,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association MISSION LOCALE DE MARSEILLE, relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'association.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Une description plus détaillée de nos responsabilités de commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels figure dans l'annexe du présent rapport et en fait partie intégrante.

Fait à Marseille, le 30 avril 2025

Le Commissaire aux comptes

BP associés

Pierre MARTINI



7 -

Description détaillée des responsabilités du commissaire aux comptes

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

BILAN ACTIF

ACTIF		Exercice N 31/12/2024 12			Exercice N-1 31/12/2023 12	Ecart N / N-1	
		Brut	Amortissements et Provisions	Net	Net	Euros	%
ACTIF IMMOBILISE	Immobilisations incorporelles						
	Frais d'établissement						
	Frais de recherche et de développement						
	Donations temporaires d'usufruit						
	Concessions, brevets, licences, marques...	6 825	6 825				
	Immobilisations incorporelles en cours						
	Avances et acomptes						
	Immobilisations corporelles						
	Terrains						
	Constructions						
ACTIF CIRCULANT	Installations techniques Matériel et outillage	430 885	184 236	246 650	235 982	10 667	4.52
	Immobilisations corporelles en cours						
	Avances et acomptes						
	<i>Biens reçus par legs/dons destinés à être cédés</i>						
	Immobilisations financières ⁽¹⁾						
	Participations et Créances rattachées	376 162		376 162	343 540	32 622	9.50
	Autres titres immobilisés						
	Prêts						
	Autres	93 222		93 222	31 476	61 746	196.17
	Total I	907 094	191 060	716 034	610 998	105 036	17.19
ACTIF CIRCULANT	Stocks et en cours						
	Créances ⁽²⁾						
	Créances clients, usagers et comptes rattachés	450		450	3 325	2 875-	86.47-
	Créances reçues par legs ou donations						
	Autres	2 976 560		2 976 560	2 999 884	23 324-	0.78-
	Valeurs mobilières de placement						
	Instruments de trésorerie						
	Disponibilités	3 831 145		3 831 145	3 559 886	271 259	7.62
	Charges constatées d'avance ⁽²⁾	68 636		68 636	20 467	48 169	235.35
	Total II	6 876 791		6 876 791	6 583 562	293 229	4.45
Comptes de Régularisation	Frais d'émission des emprunts (III)						
	Primes de remboursement des emprunts (IV)						
	Ecart de conversion actif (V)						
TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV+V+VI)		7 783 885	191 060	7 592 825	7 194 560	398 265	5.54

(1) Dont à moins d'un an

(2) Dont à plus d'un an

BILAN PASSIF

PASSIF		Exercice N 31/12/2024 12	Exercice N-1 31/12/2023 12	Ecart N / N-1	
				Euros	%
FONDS PROPRES	Fonds propres				
	Fonds propres sans droit de reprise :				
	Fonds propres statutaires				
	Fonds propres complémentaires	944 574	944 574		
	Fonds propres avec droit de reprise :				
	Fonds statutaires				
	Fonds propres complémentaires				
	Ecarts de réévaluation				
	Réserves :				
	Réserves statutaires ou contractuelles				
FONDS DÉDIÉS	Réserves pour projet de l'entité				
	Autres				
	Report à nouveau	986 434	788 580	197 854	25. 09
	Résultat de l'exercice (Excédents ou Déficits)	321 954	197 854	124 100	62. 72
	Situation nette (sous total)	2 252 962	1 931 008	321 954	16. 67
	Fonds propres consommables				
	Subventions d'investissement	86 317	15 000	71 317	475. 44
	Provisions réglementées				
	Total I	2 339 279	1 946 008	393 271	20. 21
	Fonds reportés liés aux legs ou donations				
PROVISIONS	Fonds dédiés				
	Total II				
	Provisions pour risques	400 646	117 803	282 842	240. 10
	Provisions pour charges	1 063 980	987 376	76 604	7. 76
DETTES (1)	Total III	1 464 626	1 105 180	359 446	32. 52
	Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)				
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2)				
	Emprunts et dettes financières diverses				
	Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	800 688	715 091	85 596	11. 97
	Dettes des legs ou donations				
	Dettes fiscales et sociales	2 361 231	2 372 188	10 957-	0. 46-
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
	Autres dettes	78 042	56 316	21 726	38. 58
	Instruments de trésorerie				
	Produits constatés d'avance	548 960	999 777	450 817-	45. 09-
	Total IV	3 788 921	4 143 373	354 452-	8. 55-
	Ecarts de conversion passif (V)				
	TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	7 592 825	7 194 560	398 265	5. 54

(1) Dont à plus d'un an
Dont à moins d'un an
(2) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques

COMPTE DE RESULTAT

	Exercice N	Exercice N-1	Ecart N / N-1	
	31/12/2024 12	31/12/2023 12	Euros	%
Produits d'exploitation (1)				
Cotisations				
Ventes de biens et services				
Ventes de biens				
Ventes de dons en nature				
Ventes de prestations de service	86 070	103 971	17 901-	17.22-
Parrainages				
Produits de tiers financeurs				
Concours publics et subventions d'exploitation	13 578 422	13 476 676	101 746	0.75
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable				
Ressources liées à la générosité du public				
Dons manuels				
Mécénats				
Legs, donations et assurances-vie				
Contributions financières	84 397	102 454	18 057-	17.62-
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	246 422	364 722	118 300-	32.44-
Utilisations des fonds dédiés				
Autres produits				
Total I	13 995 311	14 047 823	52 512-	0.37-
Charges d'exploitation (2)				
Achats de marchandises				
Variation de stock				
Autres achats et charges externes	1 858 038	2 038 824	180 785-	8.87-
Aides financières				
Impôts, taxes et versements assimilés	907 574	900 536	7 038	0.78
Salaires et traitements	7 437 574	7 632 877	195 302-	2.56-
Charges sociales	2 955 340	2 994 918	39 578-	1.32-
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	58 485	47 414	11 071	23.35
Dotations aux provisions	409 613	75 678	333 936	441.26
Reports en fonds dédiés				
Autres charges	31 619	126 086	94 466-	74.92-
Total II	13 658 243	13 816 332	158 088-	1.14-
1 - Résultat d'exploitation (I-II)	337 068	231 491	105 576	45.61

(1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs

(2) Dont charges afférentes à des exercices antérieurs

COMPTE DE RESULTAT

	Exercice N	Exercice N-1	Ecart N / N-1	
	31/12/2024 12	31/12/2023 12	Euros	%
Produits financiers				
De participation				
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé				
Autres intérêts et produits assimilés	4 757	4 617	140	3.03
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Total III	4 757	4 617	140	3.03
Charges financières				
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions				
Intérêts et charges assimilées				
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Total IV				
2. Résultat financier (III-IV)	4 757	4 617	140	3.03
3. Résultat courant avant impôts (I-II+III-IV)	341 825	236 109	105 716	44.77
Produits exceptionnels				
Sur opérations de gestion	6 183	872	5 312	609.27
Sur opérations en capital	10 547		10 547	
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges				
Total V	16 731	872	15 859	NS
Charges exceptionnelles				
Sur opérations de gestion	2 735	35 965	33 229-	92.39-
Sur opérations en capital	33 178	2 543	30 635	NS
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions				
Total VI	35 914	38 508	2 595-	6.74-
4. Résultat exceptionnel (V-VI)	19 183-	37 636-	18 454	49.03
Participation des salariés aux résultats (VII)				
Impôts sur les bénéfices (VIII)	688	618	70	11.33
Total des produits (I+III+V)	14 016 799	14 053 312	36 513-	0.26-
Total des charges (II+IV+VI+VII+VIII)	13 694 845	13 855 458	160 613-	1.16-
5. EXCEDENT OU DEFICIT	321 954	197 854	124 100	62.72

EVALUATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES

	Exercice N	Exercice N-1	Ecart N / N-1	
	31/12/2024 12	31/12/2023 12	Euros	%
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE				
Dons en nature				
Prestations en nature	845 143	850 390	5 247-	0. 62-
Bénévolat				
TOTAL	845 143	850 390	5 247-	0. 62-
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE				
Secours en nature				
Mise à disposition gratuite de biens	845 143	850 390	5 247-	0. 62-
Prestations en nature				
Personnel bénévole				
TOTAL	845 143	850 390	5 247-	0. 62-

ANNEXE

SOMMAIRE

	page
Faits caractéristiques de l'exercice	13
Evènements significatifs postérieurs à la clôture	13
- REGLES ET METHODES COMPTABLES	
Principes et conventions générales	14
Permanence ou changement de méthodes	14
- COMPLEMENT D'INFORMATIONS RELATIF AU BILAN	
Etat des immobilisations	15
Etat des amortissements	16
Etat des provisions	16
Etat des échéances des créances et des dettes	17
Evaluation des immobilisations corporelles	17
Evaluation des amortissements	17
Dépréciation des créances	17
Produits à recevoir	18
Charges à payer	18
Charges et produits constatés d'avance	18
Subventions d'équipement	18
- COMPLEMENT D'INFORMATIONS RELATIF AU COMPTE DE RESULTAT	
Ventilation des subventions	19
Rémunération des dirigeants	19
Ventilation de l'effectif moyen	19
Valorisation des contributions volontaires	19
Honoraires des commissaires aux comptes	19
- ENGAGEMENTS FINANCIERS ET AUTRES INFORMATIONS	
Dettes garanties par des sûretés réelles	20
Montant des engagements financiers	20
Engagement en matière de pensions et retraites	20

NA = Non Applicable NS = Non significative

ANNEXE

Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice, dont le total est de 7 592 824.93 Euros et au compte de résultat de l'exercice présenté sous forme de liste, dont les produits d'exploitation sont de 13 995 310.83 Euros et dégageant un excédent de 321 954.17 Euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, couvrant la période du 01/01/2024 au 31/12/2024.

Les notes et les tableaux présentés ci-après, font partie intégrante des comptes annuels.

OBJET SOCIAL DE L'ENTITE

La Mission Locale remplit une mission de service public pour l'orientation et l'insertion professionnelle et sociale des jeunes, confiée par l'Etat et les collectivités territoriales, chacun dans son champ de compétence.

FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

CONTRATS D'ENGAGEMENT JEUNES

Pour 2024, l'objectif annuel d'entrées en contrat d'engagement jeune (CEJ) est fixé à 2465 jeunes (2 440 jeunes en 2023). Le financement pour cette action s'élève à 4 375 K€ (4 331 K€ en 2023), sur la base d'un forfait moyen prévisionnel de 1 775 € par jeune.

Au 31 décembre 2024, l'Association a comptabilisé un produit de subvention de 4 527 K€, compte tenu de la linéarisation de ladite subvention en 2023 et en 2024.

FSE - FONDS DE TRANSITION JUSTE

L'Association s'est engagée à réaliser l'opération intitulée " Découverte des métiers de la transition écologique", financée par une subvention du Fonds de Transition Juste (FTJ) à hauteur de 323 368 €, représentant 70% du coût total éligible prévisionnel de l'opération. La période de réalisation est comprise entre le 1er janvier 2024 et le 31 décembre 2025.

EVENEMENTS SIGNIFICATIFS POSTERIEURS A LA CLOTURE

L'Association n'a connaissance d'aucun événement significatif postérieur à la clôture.

ANNEXE

Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024

- REGLES ET METHODES COMPTABLES -

Principes et conventions générales

Les comptes de l'exercice clos ont été élaborés et présentés conformément aux règles comptables dans le respect des principes prévus par les articles 121-1 à 121-5 et suivants du Plan Comptable Général.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices, conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les conventions comptables ont été appliquées en conformité avec les dispositions du code de commerce, du décret comptable du 29/11/83 ainsi que du règlement ANC 2018-06 relatifs à la réécriture du plan comptable général applicable à la clôture de l'exercice.

Permanence des méthodes

Les méthodes d'évaluation retenues pour cet exercice n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

- COMPLEMENT D'INFORMATIONS RELATIF AU BILAN -

ANNEXE

Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024

Etat des immobilisations

	Valeur brute début d'exercice	Augmentations	
		Réévaluations	Acquisitions
Autres postes d'immobilisations incorporelles	6 825		
Installations générales agencements aménagements divers	223 461		120 380
Matériel de bureau et informatique, Mobilier	275 186		
TOTAL	498 646		120 380
Autres participations	343 540		32 622
Prêts, autres immobilisations financières	31 476		93 222
TOTAL	375 016		125 844
TOTAL GENERAL	880 487		246 224

	Diminutions		Valeur brute en fin d'exercice	Réévaluation Valeur d'origine fin exercice
	Poste à Poste	Cessions		
Autres immobilisations incorporelles			6 825	6 825
Installations générales agencements aménagements divers		145 977	197 864	197 864
Matériel de bureau et informatique, Mobilier		42 164	233 021	233 021
TOTAL		188 141	430 885	430 885
Autres participations			376 162	376 162
Prêts, autres immobilisations financières		31 476	93 222	93 222
TOTAL		31 476	469 384	469 384
TOTAL GENERAL		219 617	907 094	907 094

Les acquisitions de l'exercice concernent principalement :

- l'installation d'une alarme et de systèmes de vidéosurveillance avec gestion des accès au siège et dans les antennes pour un montant total de 18 K€ ;
- divers travaux d'agencements et d'installations à la Tour Méditerranée pour un montant total de 102 K€.

L'Association a procédé à un inventaire de ses immobilisations à la suite des déménagements intervenus au cours de l'exercice conduisant à la mise au rebut d'immobilisations devenues inutilisables pour un montant total de 170 K€ en valeurs brutes et 33 K€ en valeurs nettes comptables.

ANNEXE

Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024

Etat des amortissements

Situations et mouvements de l'exercice		Montant début d'exercice	Dotations de l'exercice	Diminutions Reprises	Montant fin d'exercice
Autres immobilisations incorporelles TOTAL		6 825			6 825
Installations générales agencements aménagements divers		109 882	23 555	95 394	38 043
Matériel de bureau et informatique, Mobilier		152 782	34 929	41 518	146 193
TOTAL		262 664	58 484	136 913	184 236
TOTAL GENERAL		269 489	58 484	136 913	191 060
Ventilation des dotations de l'exercice		Amortissements linéaires	Amortissements dégressifs	Amortissements exceptionnels	Amortissements dérogatoires Dotations Reprises
Instal.générales agenc.aménag.divers		23 555			
Matériel de bureau informatique mobilier		34 929			
TOTAL		58 484			
TOTAL GENERAL		58 484			

Etat des provisions

Provisions pour risques et charges	Montant début d'exercice	Augmentations Dotations	Diminutions Montants utilisés	Diminutions Montants non utilisés	Montant fin d'exercice
Pensions et obligations similaires	987 376	76 604			1 063 980
Autres provisions pour risques et charges	117 803	333 010	18 861	31 307	400 646
TOTAL	1 105 180	409 614	18 861	31 307	1 464 626
TOTAL GENERAL	1 105 180	409 614	18 861	31 307	1 464 626
Dont dotations et reprises d'exploitation		409 613	50 167		

Les principales dotations aux " Autres provisions pour risques et charges" concernent les subventions suivantes :

- FSE+ Public fragilisé 2022-2024 : 167 K€
- FSE+FTJ 2024 : 102 K€
- Jeunes RSA : 61 K€

Les principales reprises aux " Autres provisions pour risques et charges" concernent les subventions suivantes :

- Région (PAR) 2023 : 31 K€
- ITI1 2023 : 5 K€
- Ensemble pour l'insertion des jeunes 2019 : 6 K€
- Relations clients 2022 : 6 K€

ANNEXE

Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024

Etat des échéances des créances et des dettes

Etat des créances	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an
Autres immobilisations financières	93 222	93 222	
Autres créances clients	450	450	
Personnel et comptes rattachés	9 398	9 398	
Divers état et autres collectivités publiques	2 320 463	2 320 463	
Débiteurs divers	646 698	646 698	
Charges constatées d'avance	68 636	68 636	
TOTAL	3 138 868	3 138 868	

Etat des dettes	Montant brut	A 1 an au plus	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans
Fournisseurs et comptes rattachés	800 688	800 688		
Personnel et comptes rattachés	1 210 159	1 210 159		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	961 740	961 740		
Autres impôts taxes et assimilés	189 333	189 333		
Autres dettes	78 042	78 042		
Produits constatés d'avance	548 960	548 960		
TOTAL	3 788 921	3 788 921		

Les créances sur l'Etat et les autres collectivités publiques se détaillent principalement ainsi :

- ETAT : 883 K€ (au titre de la subvention à recevoir CEJ)
- FSE : 895 K€
- Région : 291 K€
- CD 13 : 166 K€
- Ville de Marseille : 82 K€

Evaluation des immobilisations corporelles

La valeur brute des éléments corporels de l'actif immobilisé correspond à la valeur d'entrée des biens dans le patrimoine compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, mais à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition.

Evaluation des amortissements

Les méthodes et les durées d'amortissement retenues ont été les suivantes :

Catégorie	Mode	Durée
Agencements et aménagements	Linéaire	3 à 10 ans
Installations techniques	Linéaire	5 à 10 ans
Matériel de bureau	Linéaire	5 à 10 ans
Mobilier	Linéaire	5 à 10 ans

Dépréciation des créances

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

ANNEXE

Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024

Produits à recevoir

Montant des produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Montant
Autres créances	2 329 293
Total	2 329 293

Les "Autres créances" comprennent notamment :

- les subventions à recevoir : 2 320 K€
- divers produits à recevoir (rbt charges de personnel) : 9 K

Charges à payer

Montant des charges à payer incluses dans les postes suivants du bilan	Montant
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	679 073
Dettes fiscales et sociales	1 755 269
Autres dettes	69 218
Total	2 503 561

Les " Dettes fiscales et sociales" intègrent notamment :

- Congés payés : 745 K€
- RTT : 409 K€
- Charges sociales sur congés payés : 233 K€
- Charges sociales sur RTT : 128 K€
- Charges fiscales sur CP, RTT et CDD : 155 K€

Charges et produits constatés d'avance

Charges constatées d'avance	Montant
Charges d'exploitation	68 636
Total	68 636
Produits constatés d'avance	Montant
Produits d'exploitation	548 960
Total	548 960

Les " Produits constatés d'avance" comprennent notamment :

- ETAT - CEJ 2024 : 187 K€
- CD13 - Accompagnement Global tripartite : 117 K€
- CD13 - RSA : 38 K€
- FSE+ Fonds de Transition Juste : 166 K€
- FSE+ Accompagnement intensif vers l'alternance : 42 K€

Subventions d'équipement

Au cours de l'exercice, l' Association a obtenu une subvention d'investissement de 82 K€, octroyée par la Ville de Marseille, destinée à financer partiellement les travaux engagés pour l'installation du CEJ à la Tour Méditerranée.

Celle-ci est amortie au rythme des amortissements comptabilisés sur les immobilisations concernées. Une quote-part de subvention virée au résultat a été comptabilisée pour un montant de 6 K€ à ce titre.

ANNEXE

Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024

- COMPLEMENT D'INFORMATIONS RELATIF AU COMPTE DE RESULTAT -

Ventilation des subventions

Répartition par secteur d'activité	Montant
ETAT - SUBVENTION FONCTIONNEMENT	3 485 755
CONSEIL REGIONAL - SUBVENTION FONCTIONNEMENT	1 455 613
VILLE DE MARSEILLE - SUBVENTION FONCTIONNEMENT	1 290 600
FRANCE TRAVAIL - SUBVENTION PLC	812 252
ETAT - CEJ	4 526 864
ETAT - OBLIGATION DE FORMATION	347 403
CD13 - PREVENTION JEUNES RSA	150 000
CD13 - ACCOMPAGNEMENT GLOBAL TRIPARTITE	175 000
CD13 - ACCOMPAGNEMENT SOCIAL	100 000
FSE+ ACCOMPAGNEMENT PUBLIC FRAGILISE	268 966
FSE+ FONDS DE TRANSITION ECOLOGIQUE	166 184
AUTRES	799 785
Total	13 578 422

Rémunération des dirigeants

Communiquer la rémunération des dirigeants conduirait à donner une information individuelle préjudiciable au caractère confidentiel.

Effectif moyen

	Personnel salarié
Cadres	35
Employés	191
Total	226

Valorisation des contributions volontaires

La Ville de Marseille a mis à disposition de l'Association divers locaux pour une valeur estimée à 845 K€ au 31 décembre 2024.

Honoraires des commissaires aux comptes

Le montant total des honoraires des commissaires aux comptes figurant au compte de résultat de l'exercice est de 18 K€ euros, décomposés de la manière suivante :

- honoraires facturés au titre du contrôle légal des comptes : 18 K€ euros.
- honoraires facturés au titre des conseils et prestations de services entrant dans les diligences directement liées à la mission de contrôle légal des comptes, telles qu'elles sont définies par les normes d'exercice professionnel mentionnées au II de l'article L. 822-11 : néant.

ANNEXE

Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024

- ENGAGEMENTS FINANCIERS ET AUTRES INFORMATIONS -

Dettes garanties par des sûretés réelles

Néant

Engagements financiers

Engagements donnés

Néant

Engagements reçus

Néant

Engagement en matière de pensions et retraites

L'Association n'a signé aucun accord particulier en matière d'engagements de retraite.
Ces derniers se limitent donc à l'indemnité conventionnelle de départ à la retraite.
Une provision pour charge a été comptabilisée au titre de cet exercice pour un montant de 1 064 K€.

